

[\(retour\)](#)

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CANTON DE
FRIBOURG**

VERWALTUNGSGERICHT DES KANTONS FREIBURG



RAPPORT
sur l'activité du Tribunal administratif et
sur l'état général de la juridiction administrative
pour l'année 2002

BERICHT
über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und
über den Stand der Verwaltungsjustiz
im Jahr 2002

**AU GRAND CONSEIL
DU CANTON DE FRIBOURG**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux articles 65 de la Constitution cantonale et 4 de la loi d'organisation du Tribunal administratif du 24 avril 1990, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'activité du Tribunal administratif et sur l'état général de

la juridiction administrative dans le canton pour l'année 2002.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'expression de notre haute considération.

Givisiez, le 13 mars 2003

Le Greffier-chef:

Jean-Benoît Meuwly

Le Président:

Michel Wuilleret

AN DEN GROSSEN RAT DES KANTONS FREIBURG

*Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte*

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Artikel 65 der Kantonsverfassung und Artikel 4 des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts vom 24. April 1990 den Bericht über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und über den Stand der Verwaltungsjustiz im Kanton im Jahr 2002 zu unterbreiten.

Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, unserer vorzüglichen Hochachtung.

Givisiez, 13. März 2003

Der Chefgerichtsschreiber:

Jean-Benoît Meuwly

Der Präsident:

Michel Wuilleret

Partie générale

Allgemeiner Teil

- ACTIVITE JURIDICTIONNELLE
- ACTIVITE SCIENTIFIQUE
 - DIVERS

- PERSONELLES
- GERICHTSTÄTIGKEIT
- WISSENSCHAFTLICHE TÄTIGKEITEN
 - WEITERES

I. PERSONNEL

A. Juges

Depuis le 1er janvier 2002, la Ière Cour administrative est présidée par la juge *Gabrielle Multone*, la IIème Cour par le juge *Michel Wuilleret* et la IIIème Cour par la juge *Marianne Jungo*. Les nouveaux présidents resteront en fonction pour une durée de deux ans.

Michel Wuilleret a par ailleurs été réélu en qualité de Juge suppléant du Tribunal fédéral pour une nouvelle période administrative 2003-2008 par l'Assemblée fédérale lors de la session de décembre 2002 des Chambres. Il a de plus été nommé en juillet 2002 à la tête de l'Instance d'appel de l'Union européenne des associations de football (UEFA). Cette réélection et cette promotion honorent le Président du Tribunal administratif pour 2002 et flattent l'ensemble du TA.

B. Greffe

Le greffe a connu en 2002 plusieurs mutations internes et engagements liés au départ du greffier-chef:

Bernardo Stadelmann, engagé comme greffier-chef depuis la création du Tribunal administratif en 1992, a en effet démissionné avec effet au 31 juillet 2002. Après onze ans et demi d'intense activité au sein du TA, durant lesquelles il a d'abord œuvré à sa mise en place, puis collaboré très activement à son fonctionnement et à sa réussite, il a décidé de relever un nouveau défi professionnel en acceptant le poste de Chef du projet de mise en place des deux nouveaux tribunaux fédéraux de première instance prévus à St-Gall et Bellinzone.

M. Stadelmann a été remplacé le 1er août 2002 par *Jean-Benoît Meuwly*, docteur en droit, jusqu'alors greffier-rapporteur auprès de la Cour des assurances sociales et remplaçant du greffier-chef.

La place devenue vacante a permis la modification de l'engagement de

deux greffiers-rapporteurs de la Cour des assurances sociales: elle a été attribuée à 80% à *Me Marc Boivin*, qui était auparavant bénéficiaire d'un contrat de durée déterminée de 70% financé par un crédit annuel spécial, et a également permis d'assurer, dès le 1er août 2002, la couverture de l'augmentation de l'activité partielle de *Me Arthur Lehmann* de 50% à 70%.

Me Anne-Sophie Peyraud, greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales, a été désignée comme nouvelle remplaçante du greffier-chef.

Dans le cadre des mesures prises pour faire face à l'augmentation du nombre d'affaires en souffrance devant le Tribunal administratif durant ces dernières années (cf. les précédents rapports d'activité), le Tribunal a obtenu au budget 2002 un crédit spécial pour l'engagement temporaire de personnel supplémentaire. C'est ainsi qu'il a pu renouveler l'engagement de *Me Marc Boivin* à 70% jusqu'au 31 juillet 2002 et celui de *Me Elena Olivera* à 50% pour l'année entière, comme greffiers-rapporteurs ad hoc auprès de la Cour des assurances sociales. Ce crédit a également permis l'engagement temporaire, du 16 septembre au 31 décembre 2002, mais à temps complet, de *Véronique Dumas*, licenciée en droit, jusqu'alors greffière-adjointe auprès de la Chambre pénale des mineurs, comme greffière-rapporteuse ad hoc auprès de la même Cour.

Me Johannes Frölicher, greffier-rapporteur auprès de la Cour des assurances sociales à mi-temps et par ailleurs juge auprès de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques, a, par arrêté du 25 avril 2002, été porté à sa vice-présidence par le Conseil fédéral.

Me Guillaume Vianin, docteur en droit, greffier-rapporteur auprès de la Cour fiscale, s'est vu décerner le 6 juillet 2002 le prix "Walter Hug" de la Faculté de droit de l'Université de Fribourg pour sa thèse de doctorat "L'inscription au registre du commerce et ses effets" soutenue en 2000. Cette distinction prestigieuse honore son auteur et réjouit le Tribunal administratif.

Dans le cadre de leur formation d'avocat/e, *Giuliana Piselli*, *Claudio Buchs*, *Grégory Sauder*, *Milena Suma* et *Nathalie Liaudat* ont accompli un stage de greffier/ère.

C. Secrétariat

Au niveau du secrétariat, l'année 2002 a été particulièrement marquée par la maladie et le décès d'une collaboratrice ainsi que par les modifications d'ordre organisationnel que cette situation a entraînées.

Touchée subitement et gravement dans sa santé en début d'année 2002, *Mme Susanne Kolly-Hayoz*, secrétaire depuis 1992, est décédée le 30 août 2002. Elle laisse au Tribunal administratif le souvenir d'une collaboratrice joviale, dévouée et estimée. Pour pallier son absence, *Mme Manuela Hain*, secrétaire à 20%, a doublé son activité de février à juin 2002. Dès le 1er juillet 2002, le TA s'est attaché les services de

Mme Doris Bertschy, qui a renforcé le secrétariat à 30%, puis à 50%; depuis le 1er octobre 2002, elle a repris le poste laissé vacant par Mme Kolly-Hayoz et augmenté ainsi son activité à 70%.

En remplacement de Mme Cathy Progin, qui a terminé avec succès son apprentissage de commerce en juillet 2002, *Mme Christine Brügger* a été engagée le 1er juillet 2002 comme nouvelle apprentie. Elle se prépare à l'obtention de la maturité professionnelle.

Un stage en comptabilité de deux mois a été organisé à l'intention de *M. Damien Kurzo*, apprenti de troisième année, auprès d'une grande entreprise de la région.

Le Tribunal administratif a continué à participer au programme d'aide aux chômeurs mis en place par l'Etat de Fribourg et a prolongé jusqu'à la fin 2002 l'engagement d'une personne dans le cadre d'un programme d'emploi temporaire. La participation à ce programme constitue une expérience fort positive, tant pour la personne concernée, qui augmente ses compétences professionnelles, que pour le Tribunal qui bénéficie, en même temps, de son grand engagement, de sa motivation ainsi que d'un travail de qualité.

II. ACTIVITE JURIDICTIONNELLE

A. Remarques générales

Le nombre des *nouvelles affaires enregistrées* en 2002 auprès du Tribunal administratif (1605 unités) a augmenté de 31,7% par rapport à l'année précédente (1218 unités).

Les augmentations concernent toutes les Cours, en particulier la IIe Cour administrative (+20,6%) et celle des assurances sociales (+43%). A elle seule, cette dernière Cour comptabilise 938 nouveaux dossiers, ce qui représente, comme les années précédentes, plus de la moitié (58%) des nouvelles affaires enregistrées par le Tribunal administratif.

Eu égard à ces augmentations et contrairement aux trois dernières années (1999 à 2001), le nombre d'*affaires liquidées* par l'ensemble du Tribunal (1326 dossiers) a été inférieur à celui des nouvelles causes enregistrées. Il en a résulté une augmentation sensible des dossiers en attente d'une décision (+30%). Le nombre des liquidations est resté relativement stable: il a reculé de 110 unités, soit de 7,6%, par rapport à celui de l'année précédente, recul qui s'explique par le fait que le Tribunal s'est occupé à clore quelques procédures importantes. Parmi les dossiers liquidés, 124 dataient encore de 2000, 32 de 1999, 31 de 1998 et 14 de 1993 à 1997.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours du Tribunal ressortent de la partie statistique du présent rapport.

Plus encore que les années précédentes, l'augmentation du volume des affaires, notamment de la Cour des assurances sociales, appelle le renouvellement des mesures extraordinaires sollicitées chaque année, à savoir l'engagement temporaire de greffiers/ères-rapporteur(e)s

supplémentaires.

B. I^{ère} Cour administrative

En 2002, les Juges de la I^{ère} Cour ont été confrontés à une très forte augmentation des affaires d'exécution du renvoi des étrangers (mesures de contrainte). Le volume de ces affaires a en effet presque doublé. Le contrôle judiciaire, à savoir la préparation de l'audience, la désignation d'un défenseur d'office dans la plupart des cas, l'audition et le prononcé de la décision, doit être opéré dans les 96 heures dès l'arrestation de la personne. Il est indéniable que le nombre de ces procédures n'a pas pu rester sans effet sur le volume des autres affaires traitées par la I^{ère} Cour. Pour le reste, la tendance à l'augmentation des recours et des actions se confirme cette année encore.

C. II^e Cour administrative

L'activité de la II^e Cour administrative pour l'année 2002 n'amène pas de remarques particulières, sauf à relever l'augmentation importante des nouvelles affaires enregistrées par rapport à l'année 2001 (+20,6%).

D. III^e Cour administrative

La III^e Cour administrative, saisie en 2002 à 186 reprises, a vu son volume d'affaires augmenter de 10% par rapport à l'année précédente; celles-ci concernent principalement le domaine de la circulation routière. Néanmoins, le nombre de procédures pendantes au 31 décembre est demeuré stable, 180 affaires ayant pu être liquidées durant l'année.

E. Cour fiscale

Même si le nombre des nouvelles affaires a quelque peu augmenté par rapport à l'année précédente, il reste à un niveau relativement bas. Il semble ainsi se confirmer que les litiges sont moins nombreux sous l'égide de la nouvelle loi sur les impôts cantonaux directs (notamment en raison de la taxation annuelle postnumerando ainsi que de l'harmonisation fiscale).

Dans ces conditions, le président et les deux greffiers-rapporteurs de la Cour fiscale ont pu continuer à traiter également des dossiers d'assurance-chômage de la Cour des assurances sociales.

F. Cour des assurances sociales

La pression ne se relâche pas. La Cour reste toujours aussi chargée avec, en particulier, une augmentation significative des causes en matière d'assurance-maladie (+220), certes dans un domaine précis opposant communes et assureurs, et en matière d'assurance-chômage (+62).

Avec les moyens mis à sa disposition, lesquels sont à l'évidence on ne peut plus appropriés et justifiés, elle est parvenue ainsi à continuer à faire face et à liquider un volume substantiel de dossiers complexes (722).

La situation économique étant tendue et critique, ses répercussions dans le contentieux relevant des assurances sociales, là où il y a perte de gain, sont en effet immédiates.

G. Statistiques

En ce qui concerne le nombre d'affaires liquidées et le mode de liquidation, nous vous prions de vous référer à la partie statistique du présent rapport.

III. ACTIVITE SCIENTIFIQUE

Hugo Casanova, Président de la Cour fiscale, a accepté de rapporter pour la revue "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht" les développements jurisprudentiels fédéraux portant sur les contributions cantonales. Ainsi, la première analyse a paru au volume 71 (juillet/août 2002), p. 7 ss, sous le titre: "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2000 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)".

Jean-Benoît Meuwly, nouveau greffier-chef, a été invité par le Prof. Jean-Louis Duc, professeur honoraire de l'Université de Lausanne, à participer à un colloque consacré au nouveau droit médical de la LAMal et organisé le 27 novembre 2002 par l'aim (academy of international management). Il a présenté à cette occasion une conférence sur "Le choix du fournisseur de prestations et la prise en charge des coûts (art. 41 et 49 LAMal). La jurisprudence récente du Tribunal fédéral des assurances".

Me Anne-Sophie Peyraud et *Me Johannes Frölicher*, greffier/ère(s)-rapporteur(e)s auprès de la Cour des assurances sociales, ont collaboré au recueil d'articles scientifiques publié par la Revue Fribourgeoise de Jurisprudence (RFJ) à l'occasion des 10 ans de son existence, par leur contribution: "Le revenu d'invalidité en assurance-invalidité et accident" (RFJ Numéro spécial. Le droit en mouvement, 2002, p. 351 ss).

Christian Pfammatter, juge au Tribunal administratif et vice-président pour 2002, a publié dans le même ouvrage collectif une autre étude portant sur "La protection des situations acquises en zone à bâtir selon le droit fribourgeois des constructions" (RFJ Numéro spécial. Le droit en mouvement, 2002, p. 319 ss).

IV. DIVERS

Le Tribunal administratif s'est réuni en séance plénière à plusieurs reprises pour répondre à des consultations relatives à des projets de lois, pour traiter des questions de personnel et diverses autres affaires.

Les juges *Josef Hayoz* et *Michel Wuilleret* ont été nommés par le Tribunal cantonal de l'Etat de Fribourg comme Juges d'instruction extraordinaires dans trois affaires, suite à la récusation de tous les juges d'instruction ordinaires, eu égard à l'identité des personnes dénoncées.

Le Tribunal administratif et le Conseil d'Etat, réunis en Collège électoral, ont procédé à l'élection du vice-président et d'un assesseur ainsi qu'à la réélection du président et d'un autre assesseur auprès la Commission d'expropriation.

10 ans de fonctionnement du Tribunal administratif et de la RFJ

Pour marquer en 2002 le 10ème anniversaire de son activité, le Tribunal administratif a organisé les 14 et 15 juin 2002 un voyage à Strasbourg pour l'ensemble de son personnel, actuel et ancien. Profitant de la présence sur place d'un ancien greffier-rapporteur, *M. Alain Chablais*, administrateur auprès de la Direction générale des Droits de l'Homme, et de son épouse *Isabelle*, juriste au greffe de la CEDH, il a notamment visité la Cour européenne des Droits de l'homme.

Officiellement, il a encore convié le 30 octobre 2002 les plus hautes autorités politiques et judiciaires du canton ainsi que de nombreux représentants de l'administration à une réception à l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg, à Grangeneuve. Après les discours de *MM. Michel Wuilleret*, Président du TA, et de *Claude Grandjean*, Conseiller d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice, *MM. Castella* et *Lauper*, du service des biens culturels de l'Etat, ont donné conjointement une conférence sur le thème du recensement et de la conservation des biens culturels. La manifestation s'est achevée par un repas-surprise partagé dans une atmosphère festive et conviviale.

De son côté, la Revue fribourgeoise de jurisprudence, qui a vu le jour en même temps que le TA, a choisi de célébrer ses 10 ans en donnant à des juristes fribourgeois de divers milieux l'occasion d'écrire une contribution scientifique autour d'un thème commun. Ainsi a-t-elle publié un numéro spécial intitulé "Le droit en mouvement / Recht im Umbruch", auquel ont collaboré plusieurs collaborateurs/trices du TA (voir sous III. Activité scientifique).

Formation continue

Les juges et les collaboratrices et collaborateurs du Tribunal administratif ont suivi différents séminaires et cours.

Collaborations

Le Tribunal administratif a continué à entretenir des échanges avec la Faculté de droit de l'Université de Fribourg par la traditionnelle rencontre annuelle avec celle-ci, représentée par les Prof. Jean-Baptiste Zufferey et Bernhard Waldmann. Les échanges ont porté cette année sur le thème de la nouvelle procédure administrative fédérale. Dans le cadre de ces échanges, Mme Maïli Chapuis, étudiante universitaire, a effectué un stage de deux mois au TA.

Informatique

La présence du Tribunal administratif sur le réseau Internet avec un site bilingue (www.fr.ch/tad) lui permet de mettre très rapidement à la disposition du public des décisions revêtant un intérêt public prépondérant ainsi que des communiqués relatifs à son activité et d'assurer l'information des médias. Depuis cette année, les arrêts publiés sont disponibles sous les formats "word" et "pdf".

I. PERSONELLES

A. Richterinnen und Richter

Seit dem 1. Januar 2002 werden der I. Gerichtshof von Verwaltungsrichterin *Gabrielle Multone*, der II. Hof von Verwaltungsrichter *Michel Wuilleret* und der III. Hof von Verwaltungsrichterin *Marianne Jungo* präsiert. Die neuen Präsidenten werden ihr Amt während zwei Jahren bekleiden.

Michel Wuilleret wurde im Übrigen von der Bundesversammlung in der Dezembersession 2002 für eine weitere Amtsperiode 2003 - 2008 als Ersatzrichter am Schweizerischen Bundesgericht wiedergewählt. Im Weiteren wurde er im Juli 2002 an die Spitze der Berufungsinstanz der UEFA (Union of European Football Associations) berufen. Diese Wiederwahl und Promotion gereichen dem Präsidenten des Verwaltungsgerichts des Jahres 2002 und dem Verwaltungsgericht zur Ehre.

B. Gerichtsschreiberei

Die Gerichtsschreiberei hat im Jahre 2002 im Zusammenhang mit dem Rücktritt des Chefgerichtsschreibers mehrere interne Wechsel und Anstellungen gekannt:

Lic. iur. *Bernardo Stadelmann*, seit Schaffung des Verwaltungsgerichts im Jahre 1992 Chefgerichtsschreiber, ist auf den 31. Juli 2002 zurückgetreten. Nach elfeinhalb Jahren intensiver Tätigkeit beim Verwaltungsgericht, während denen er zuerst die Aufnahme der Tätigkeit des Gerichts begleitete und schliesslich sehr aktiv an seinem Funktionieren und Gelingen mitarbeitete, hat er sich entschlossen, eine neue berufliche Herausforderung als Projektchef für die Schaffung zweier neuer erstinstanzlicher Bundesgerichte mit Sitz in St. Gallen und Bellinzona anzunehmen.

Als Nachfolger wurde *Dr. iur. Jean-Benoît Meuwly*, bisher Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Sozialversicherungsgerichtshof und stellvertretender Chefgerichtsschreiber, angestellt.

Die dadurch freigewordene Stelle hat es erlaubt, die Anstellungen von zwei Gerichtsschreibern-Berichterstattern des Sozialversicherungsgerichtshofs auf den 1. August 2002 wie folgt zu ändern: Diese Stelle wurde zu 80% *Marc Boivin*, Rechtsanwalt, der bisher im Rahmen eines Sonderkredits mittels befristetem Vertrag teilzeitlich zu 70% für den Sozialversicherungsgerichtshof tätig war, und zu 20% *Arthur Lehmann*, Rechtsanwalt, zugeteilt, dessen Teilzeitaktivität als Gerichtsschreiber-Berichterstatter von 50% auf 70% erhöht werden konnte.

Anne-Sophie Peyraud, Rechtsanwältin, Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin beim Sozialversicherungsgerichtshof, wurde zur stellvertretenden Chefgerichtsschreiberin berufen.

Im Rahmen der zum Abbau der hängigen Fälle aus früheren Jahren (vgl. dazu die letzten Tätigkeitsberichte) getroffenen Massnahmen wurde dem Verwaltungsgericht im Jahr 2002 ein Sonderkredit zur vorübergehenden Anstellung von zusätzlichen Mitarbeitern zugesprochen. So konnten die Arbeitsverhältnisse von *Marc Boivin*, Rechtsanwalt, zu 70% bis 31. Juli 2002 und von *Elena Olivera*, Rechtsanwältin, zu 50% für ein Jahr, als Gerichtsschreiber/in-Berichterstatter/in ad hoc beim Sozialversicherungsgerichtshof verlängert werden. Dieser Kredit hat auch die vollzeitliche Anstellung von *lic. iur. Véronique Dumas*, bisher Gerichtsschreiberin-Adjunktin bei der Jugendstrafkammer, als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin ad hoc des Sozialversicherungsgerichtshofs für die Dauer vom 16. September bis 31. Dezember 2002 erlaubt.

Johannes Frölicher, Rechtsanwalt, Gerichtsschreiber-Berichterstatter zu 50% beim Sozialversicherungsgerichtshof und bereits Richter in der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel, wurde vom Bundesrat mit Beschluss vom 25. April 2002 zum Vizepräsidenten dieser Kommission gewählt.

Dr. iur. Guillaume Vianin, Rechtsanwalt, Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Steuergerichtshof, wurde am 6. Juli 2002 der "Walter Hug Preis" der Rechtsfakultät der Universität Freiburg für seine Dissertation "L'inscription au registre du commerce et ses effets" verliehen. Diese Auszeichnung gereicht dem Autor und dem Verwaltungsgericht zur Ehre.

Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Rechtsanwältin und zum Rechtsanwalt haben *Giuliana Piselli*, *Claudio Buchs*, *Grégory Sauder*,

Milena Suma und *Nathalie Liaudat* ein Gerichtspraktikum absolviert.

C. Sekretariat

Das Jahr 2002 war im Bereich des Sekretariats besonders von der Krankheit und dem Tod einer Mitarbeiterin sowie die dadurch entstandenen organisatorischen Änderungen gezeichnet.

Susanne Kolly-Hayoz, Sekretärin seit 1992, wurde zu Beginn des Jahres 2002 von einer schweren Krankheit eingeholt und verstarb am 30. August 2002. Sie wird dem Verwaltungsgericht als sehr geschätzte Mitarbeiterin in Erinnerung bleiben. Die Abwesenheiten konnten durch eine Verdoppelung des Arbeitspensums von *Manuela Hain*, Sekretärin zu 20%, von Februar bis Juni 2002 überbrückt werden. Das Verwaltungsgericht hat auf den 1. Juli 2002 schliesslich *Doris Bertschy* angestellt, die das Sekretariat zu Beginn mit 30% und später zu 50% unterstützte. Auf den 1. Oktober 2002 hat sie die vakante Stelle von *Susanne Kolly-Hayoz* übernommen und ihre Aktivität auf 70% erhöht.

Cathy Progin hat ihre kaufmännische Lehre im Juli 2002 mit Erfolg abgeschlossen. Als Nachfolgerin wurde auf den 1. Juli 2002 *Christine Brügger* angestellt, welche die Berufsmaturität anvisiert.

Zuhanden von *Damien Kurzo*, Dritthjahreslehrling, wurde ein zweimonatiges Buchhaltungspraktikum in einem Grossunternehmen organisiert.

Das Verwaltungsgericht hat weiterhin am Hilfsprogramm des Staates Freiburg zu Gunsten der Arbeitslosen teilgenommen und hat die Anstellung einer Person im Rahmen eines temporären Beschäftigungsprogramms bis Ende 2002 verlängert. Die Teilnahme an dieser Massnahme stellt sowohl für die Betroffenen als auch für das Gericht, welches dadurch gleichzeitig über zusätzliche qualifizierte und motivierte Arbeitskräfte verfügen kann, eine sehr positive Erfahrung dar.

II. GERICHTSTÄTIGKEIT

A. Allgemeine Bemerkungen

Die Anzahl der neuen, beim Verwaltungsgericht im Jahr 2002 eingetragenen Angelegenheiten (1605 Einträge) hat im Vergleich zum Vorjahr (1218 Einträge) um 31,7% zugenommen.

Die Zunahmen betreffen alle Gerichtshöfe, insbesondere jedoch den II. Hof (+20,6%) und den Sozialversicherungsgerichtshof (+43%). Beim Sozialversicherungsgerichtshof allein gab es 938 neue Einträge, was, wie schon in den vorangegangenen Jahren, mehr als die Hälfte (58%) der dem Verwaltungsgericht insgesamt unterbreiteten neuen Angelegenheiten ausmacht.

Im Gegensatz der drei vergangenen Jahre (1999 bis 2001), wo die Erledigungen die Neueinträge übertrafen, überstiegen im Berichtsjahr

die Neueinträge die Erledigungen (1326 Entscheide). Daraus resultiert eine Erhöhung der pendenten Angelegenheiten (+30%). Die Anzahl der Erledigungen ist relativ stabil geblieben: Diese ging im Vergleich zum Vorjahr um 110 Einheiten zurück, was 7,6% entspricht. Der Rückgang erklärt sich aus der Tatsache, dass das Verwaltungsgericht einige grosse Verfahren abschliessen konnte. Von den erledigten Angelegenheiten stammten 124 noch aus dem Jahr 2000, 32 aus dem Jahr 1999, 31 aus dem Jahr 1998 und 14 aus den Jahren von 1993 bis 1997.

Weitere detaillierte Angaben über die Tätigkeit der einzelnen Höfe des Gerichts sind im statistischen Teil dieses Berichts festgehalten.

Noch mehr als in den letzten Berichtsjahren verlangt die Zunahme der Eingänge, insbesondere beim Sozialversicherungsgerichtshof, die Erneuerung der vom Gericht alljährlich beantragten ausserordentlichen Massnahmen (Temporärstellungen von zusätzlichen Gerichtsschreiber/innen-Berichterstatter/innen).

B. I. Verwaltungsgerichtshof

Im Berichtsjahr 2002 waren die Richter des I. Verwaltungsgerichtshofs mit einer grossen Zunahme von Eingängen im Bereich des Ausländerrechts (Zwangsmassnahmen) konfrontiert. In diesem Bereich haben sich die Eingänge fast verdoppelt. Dabei müssen die einer richterlichen Beurteilung unterbreiteten Fälle innerhalb von 96 Stunden nach Verhaftung der Person erfolgen. Innert dieser Frist gilt es die Sitzungen vorzubereiten, in den meisten Fällen einen amtlichen Verteidiger zu ernennen, eine Anhörung durchzuführen und einen Entscheid zu fällen. Es ist offensichtlich, dass die Zunahme dieser Verfahren nicht ohne Einfluss auf die übrigen vom I. Verwaltungsgericht zu behandelnden Angelegenheiten geblieben ist. Im Übrigen bestätigt sich die Tendenz der Zunahme von Beschwerden und Klagen.

C. II. Verwaltungsgerichtshof

Ausser der signifikanten Zunahme der Neueingänge im Vergleich zum Vorjahr (+20,6%) gibt die Aktivität des II. Verwaltungsgerichtshofs im Berichtsjahr 2002 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

D. III. Verwaltungsgerichtshof

Der III. Verwaltungsgerichtshof, der im Berichtsjahr 2002 in 186 Fällen angerufen wurde, stellte im Vergleich zum Vorjahr eine 10%-ige Zunahme der Angelegenheiten fest. Diese betreffen insbesondere den Bereich des Strassenverkehrsrechts. Da 180 Angelegenheiten erledigt werden konnten, blieb die Anzahl der am 31. Dezember 2002 noch hängigen Verfahren dennoch stabil.

E. Steuergerichtshof

Die Anzahl der neu eingereichten Beschwerden ist gegenüber dem Vorjahr leicht angestiegen, liegt aber weiterhin auf einem relativ tiefen Stand. Es scheint sich definitiv zu bestätigen, dass das neue Gesetz über die direkten Kantonssteuern (insbesondere dank der einjährigen Gegenwartsbemessung sowie der Steuerharmonisierung) zu weniger Rechtsstreitigkeiten Anlass gibt.

Unter diesen Umständen konnten der Präsident und die beiden Gerichtsschreiber-Berichterstatter weiterhin auch Beschwerden des Sozialversicherungsgerichtshofs im Bereich der Arbeitslosenversicherung behandeln.

F. Sozialversicherungsgerichtshof

Die hohe Arbeitslast des Sozialversicherungsgerichtshofs bleibt unverändert bestehen. Insbesondere ist eine signifikante Zunahme der Angelegenheiten im Bereich der Krankenversicherung (+220) und der Arbeitslosenversicherung (+62) festzustellen, wobei die Zunahme der Krankenversicherungsverfahren genau definierte Streitigkeiten zwischen Versicherern und Gemeinden betrifft.

Mit den ihm zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel, welche offensichtlich unerlässlich und gerechtfertigt sind, hat der Gerichtshof seine Bemühungen zum Abbau seiner Rückstände weiterverfolgt und 722 komplexe Angelegenheiten erledigt.

Die angespannte und kritische wirtschaftliche Situation hat - so bei Einkommensverlusten - unmittelbare Auswirkungen auf Streitigkeiten im Bereich des Sozialversicherungsrechts.

G. Statistiken

Aufschluss über Art und Anzahl der beurteilten Fälle gibt der statistische Teil dieses Berichts, auf den verwiesen wird.

III. WISSENSCHAFTLICHE TÄTIGKEITEN

Hugo Casanova, Präsident des Steuergerichtshofes, hat sich bereit erklärt, in der Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht" die bundesgerichtliche Rechtsprechung betreffend die kantonalen Abgaben zu würdigen. Der erste Beitrag erschien in Band 71 (Juli/August 2002), S. 7 ff, unter dem Titel: "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2000 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung).

Jean-Louis Duc, Professor an der Universität Lausanne, hat *Dr. iur. Jean-Benoît Meuwly* am 27. November 2002 an das von der aim (academy of international management) organisierte Kolloquium über

das neue Krankenversicherungsrecht eingeladen. Dieser hat bei dieser Gelegenheit einen Vortrag gehalten über "Le choix du fournisseur de prestations et la prise en charge des coûts (art. 41 et 49 LAMal). La jurisprudence récente du Tribunal fédéral des assurances".

Anne-Sophie Peyraud, Rechtsanwältin, und *Johannes Frölicher*, Rechtsanwalt, beide Gerichtsschreiber/in-Berichterstatter/in beim Sozialversicherungsgerichtshof, haben zum zehnjährigen Bestehen der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung (FZR) eine wissenschaftliche Abhandlung mit dem Titel "Le revenu d'invalide en assurance-invalidité et accident (FZR, Sondernummer, Recht im Umbruch, 2002, S. 351 ff.) geschrieben.

Christian Pfammatter, Verwaltungsrichter und Vizepräsident im Jahre 2002, hat zum gleichen Anlass die Abhandlung "La protection des situations acquises en zone à bâtir selon le droit fribourgeois des constructions" publiziert (FZR, Sondernummer, Recht im Umbruch, 2002, S. 319 ff.).

IV. WEITERES

Das Verwaltungsgericht ist zu mehreren Sitzungen des Gesamtgerichts zusammengetreten, anlässlich welcher Vernehmlassungen zu Gesetzesentwürfen behandelt sowie Personalgeschäfte und andere allgemeine Angelegenheiten erledigt wurden.

Verwaltungsrichter *Josef Hayoz* und *Michel Wuilleret* wurden vom Kantonsgericht des Staates Freiburg in drei Angelegenheiten zu ausserordentlichen Untersuchungsrichtern ernannt, nachdem sämtliche ordentlichen Untersuchungsrichter wegen der Identität der Beteiligten in den Ausstand getreten waren.

Als Wahlkollegium vereinigt haben das Verwaltungsgericht und der Staatsrat den Präsidenten und einen Beisitzer der Enteignungskommission wiedergewählt sowie den Vizepräsidenten und einen anderen Beisitzer gewählt.

10 Jahre des Verwaltungsgerichts und der FZR

Das Verwaltungsgericht hat am 14./15. Juni 2002 für sein aktuelles und ehemaliges Personal eine Reise nach Strassburg organisiert, um den zehnten Jahrestag seiner Tätigkeitsaufnahme gebührend zu begehen. Dabei hat es sich die dortige Präsenz eines ehemaligen Gerichtsschreiber-Berichterstatters, *Dr. iur. Alain Chablais*, "administrateur auprès de la Direction générale des Droits de l'Homme", und seiner Ehefrau *Isabelle*, Juristin bei der Gerichtschreiberei des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte, zu Nutzen gemacht und insbesondere den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte besucht.

Am 30. Oktober 2002 schliesslich hat das Verwaltungsgericht die höchsten politischen und gerichtlichen Behörden des Kantons sowie

eine Vielzahl von Verwaltungsvertretern zu einem offiziellen Empfang am Landwirtschaftlichen Institut des Kantons Freiburg, in Grangeneuve, eingeladen. Nach den Vorträgen von *Michel Wuilleret*, Verwaltungsgerichtspräsident, und *Claude Grandjean*, Staatsrat, Sicherheits- und Justizdirektor, haben *Claude Castella* und *Aloys Lauper*, vom Kulturgüterdienst des Kantons, einen Diskurs über das Thema der Erfassung und Konservierung von Kulturgütern gehalten. Die Veranstaltung wurde in festlicher Atmosphäre mit einem Überraschungsmahl geschlossen.

Die Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung ihrerseits - die zum gleichen Zeitpunkt gegründet wurde, an dem das Verwaltungsgericht seine Tätigkeit aufnahm - beging ihr zehnjähriges Bestehen, indem sie Freiburger Juristen der verschiedensten Kreise die Gelegenheit bot, eine wissenschaftliche Abhandlung zu einem gemeinsamen Thema zu schreiben. So wurde die Sondernummer mit dem Titel "Droit en mouvement/Recht im Umbruch" veröffentlicht, welche auch Beiträge von Mitarbeiter/innen des Verwaltungsgerichts enthält (vgl. unter III. Wissenschaftliche Tätigkeiten).

Weiterbildung

Die Richter und die Mitarbeiter/innen des Verwaltungsgerichts haben verschiedene Seminare und Kurse besucht.

Zusammenarbeit

Das Verwaltungsgericht hat die Austausch mit der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg, vertreten durch die Professoren Jean-Baptiste Zufferey und Bernhard Waldmann, durch die traditionelle jährliche Zusammenkunft weitergeführt, die diesmal das neue eidgenössische Verwaltungsverfahrenrecht zum Thema hatte. Im Rahmen dieses Austausches absolvierte Frau Mäili Chapuis, Rechtsstudentin, beim Verwaltungsgericht ein zweimonatiges Praktikum.

Informatik

Dank einer zweisprachigen Internet-Site (www.fr.ch/tad/de) kann das Verwaltungsgericht sehr schnell die Öffentlichkeit über Entscheide informieren, die ein besonderes öffentliches Interesse aufweisen, und Pressemitteilungen über die eigene Tätigkeit veröffentlichen. Die Information der Medien ist somit gewährleistet. Seit diesem Jahr sind die publizierten Entscheide unter dem Format "word" und "pdf" abrufbar.

- [Rapport du Tribunal administratif - partie statistique](#)
[Bericht des Verwaltungsgerichts - statistischer Teil](#)
- [Autres autorités de la juridiction administrative](#)
[Andere Behörden der Verwaltungsjustiz](#)

[Début de la page](#) | [Page d'accueil TAD](#) | [Rechercher](#) | [Comment nous atteindre](#) | [Carte du site](#) | [Français](#) | [Deutsch](#) | [English](#)
Contact: TribAdministratif@fr.ch - Site: TAD

Page modifiée le 03.10.2007 11:44:20